



25 novembre 1997, communiqué de presse n° 94/1997

Un examen de la situation socio-économique des communautés linguistiques de la Suisse

La Suisse, qui traverse une période de rapides mutations sociales, s'interroge depuis quelques années sur la question de l'équilibre économique entre ses communautés linguistiques. Une étude consacrée à cette question par l'économiste genevois François Grin présente différentes méthodes d'analyse et fournit de premiers résultats. Commandée par l'Office fédéral de la statistique, cette étude s'appuie sur une enquête pilote réalisée à l'échelle de la Suisse. **Conclusion: on ne peut pas parler, d'une manière générale, de clivage économique entre les trois grands groupes linguistiques du pays. Mais il existe des disparités qui, si on les laisse s'accroître, pourraient menacer l'équilibre relatif qui s'est établi entre ces communautés.**

Les hommes suisses alémaniques gagnent plus

Cette étude est centrée sur les revenus du travail, où l'on observe les différences les plus importantes. Jusqu'ici, des études sur les disparités salariales ont été réalisées surtout dans la perspective de l'égalité entre les sexes. Le travail de François Grin porte, pour la première fois, sur les groupes linguistiques. Mais l'analyse par sexes revêt, dans ce contexte également, une importance fondamentale. Les différences de revenus entre les femmes professionnellement actives des trois régions linguistiques considérées sont assez faibles - les femmes de langue maternelle française sont légèrement avantagées. L'auteur s'est donc intéressé surtout au groupe des hommes professionnellement actifs. Ce sont les hommes suisses alémaniques qui ont en moyenne le revenu professionnel le plus élevé. Mais l'écart entre les hommes germanophones et francophones se réduit considérablement si l'on prend en considération l'influence des principaux facteurs qui déterminent les salaires, tels que la formation, l'âge, l'expérience professionnelle et le genre d'activité exercée. On ne peut donc pas parler ici de discrimination. La situation des hommes italophones est moins favorable: même si l'on filtre les facteurs d'inégalité socialement considérés comme légitimes, leurs salaires sont en moyenne de 15% inférieurs à ceux des actifs alémaniques.

Conclusions et perspectives

Globalement, les résultats de l'étude ne permettent pas de conclure à une discrimination systématique des actifs francophones et italophones. Rétrospectivement, l'expérience que la Suisse a acquise dans le domaine de la diversité linguistique et culturelle constitue un succès remarquable. Les déséquilibres mis en lumière par cette enquête pilote montrent toutefois qu'il serait utile de procéder en ce domaine à une étude plus approfondie. Il importe en effet, du point de vue politique, de détecter assez tôt les évolutions défavorables, et il serait dangereux pour la cohésion nationale que l'évolution économique conduise à une accentuation des différences entre les communautés linguistiques.

Inégalités liées à la langue ou à la région?

Dans cette étude, les groupes linguistiques sont définis non pas selon le critère régional mais selon l'appartenance linguistique des individus (langue maternelle). On peut toutefois se demander, vu la forte cohésion territoriale de nos communautés linguistiques, si les différences observées au plan des revenus ne tiennent pas surtout aux structures économiques des régions linguistiques. Pour mesurer séparément l'influence de l'appartenance linguistique et de l'appartenance régionale sur la situation socio-économique des personnes, il faudrait disposer d'un échantillon sensiblement plus

grand. Cette étude a néanmoins pris en compte quelques données qui reflètent les principales différences entre les régions (p. ex. différences ville-campagne et par branches économiques). L'auteur conclut que ces données ne diminuent pas la valeur de l'explication par l'appartenance linguistique. Il constate d'ailleurs que les écarts de revenu sont plus faibles si l'on procède à une comparaison entre régions linguistiques plutôt qu'à une comparaison basée sur l'appartenance linguistique des personnes.

Base de données:

Cette étude, commandée par l'Office fédéral de la statistique, s'inscrit dans le prolongement d'un projet du Fonds national ("Enseignement de compétences linguistiques en Suisse: bénéfices privés, sociaux et dépenses"), réalisé dans le cadre du programme national de recherche PNR33: "Efficacité de nos systèmes de formation". Le projet de François Grin s'appuie sur une enquête représentative réalisée par téléphone auprès de 2400 personnes actives occupées des trois régions linguistiques, portant sur la situation linguistique et sur la situation socio-économique de ces personnes.

OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE

Service d'information

Renseignements:

François Grin, Université de Genève, Département d'économie politique

Tél. 022 705 77 90

Claire Jobin/Beat Schmid, OFS, Section de la culture, de la politique et des conditions de vie

Tél. 031 322 8708/031 325 9295

Nouvelle publication:

François Grin: Langue et différentiels de statut socio-économique en Suisse (en français, avec des extraits traduits en allemand et en italien). Office fédéral de la statistique, Berne, 1997, no de commande: 235- 9700, prix 15 francs

Le communiqué de presse sous forme écrite [peut être commandé à l'OFS](#).



Copyright © 1997, Office fédéral de la statistique, Berne

Source: Office fédéral de la statistique

E-mail: [Service d'information de l'OFS \(Informations@bfs.admin.ch\)](mailto:Service.d'information.de.l'OFS.(Informations@bfs.admin.ch))

Derniers changements: 24 novembre 1997